

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Projet interpays d'étude de faisabilité
d'une campagne de lutte contre l'onchocercose
dans la région du bassin du fleuve Sénégal
(Projet ICP/MPD/007)

ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE

GUINEE-BISSAU

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, QUERE MER

TABLES DES MATIERES

	Page
I - DONNEES GENERALES	2
1.1. Présentation géographique	2
1.2. La population	6
1.3. Le secteur rural	8
1.4. Les autres secteurs	13
1.5. Les institutions	14
II - LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT	15
2.1. La politique de développement	15
2.2. Les projets de développement réalisés et en cours	19
2.3. Les projets de développement potentiels	23
III - ONCHOCERCOSE ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT	28
3.1. Effectif de la population onchocerquée	28
3.2. Les projets de développement en zone onchocerquée	29
3.3. Coût de l'endémie onchocerquienne en perte de main- d'oeuvre pour la Guinée Bissau	30
3.4. Les autres maladies transmissibles	31
3.5. Les populations face aux maladies transmissibles	34
ANNEXE 1 : LES COMPTES NATIONAUX	37
ANNEXE 2 : NOMBRE D'EMPLOYES SELON LA NATURE DES ENTREPRISES	38
ANNEXE 3 : APTITUDE DES SOLS	39
CARTES	46

I - DONNÉES GÉNÉRALES

Données de base

Superficie : 36 000 km²
 Population : 777 000 habitants
 Densité : 22 hab/km²
 PNB par habitant : 150 \$ US

Structure de la population active

Secteur primaire 87,8
 Secteur secondaire 3,2
 Secteur tertiaire 9,0

Produit Intérieur Brut (PIB) pour l'année 1977 en millions de pesos

Secteur agriculture, élevage, pêche, forêt	1 692
Energie et industrie	843
Construction	436
Services	985
Administration publique	681
	<hr/>
T O T A L	4 637
dont valeur ajoutée brute du secteur secondaire	2 055
valeur ajoutée brute du secteur de subsistance	2 582

Monnaie: 1 peso = 2,66 US dollars

1.1. Présentation géographique

1. La République de Guinée-Bissau se situe sur la côte occidentale de l'Afrique. Bordée au Nord par le Sénégal, au Sud et à l'Est par la Guinée-Conakry, sa façade maritime s'ouvre largement sur l'océan atlantique ; elle comprend aussi le vaste archipel des Bissagos qui compte plus de 40 îles et îlots dont une vingtaine sont habités en permanence. La plus grande distance en longitude est de 330 km et en latitude de 190 km ; la superficie totale est de 36 125 km² mais la zone côtière est formée d'un entrelacs de rios et de zones de mangrove : la superficie émergée en permanence n'est estimée qu'à environ 28 000 km².

2. Le pays comporte trois zones écologiques différentes :

- l'Est formé de plateaux et de collines peu élevées, jusqu'à 300 m pour les premiers contreforts du Fouta Djalon avec une végétation de savane arbustive et de forêt sèche,

- le Centre formé d'un plateau d'une altitude moyenne de 50 m, zone de transition entre la zone côtière et la savane,

- les plaines côtières, très découpées par le réseau d'estuaires et d'embouchures, comprennent des peuplements de palmiers à huile et des rizières dans les zones à mangrove. Cette zone basse est traversée par de grands fleuves : du Nord au Sud, on trouve le rio Cahen, le rio Mansoa, le complexe formé par le rio Geba et le rio Corubál, le rio Grande de Buba, le rio Tombali et le rio Cocine. Les estuaires de ces rivières sont très profonds et constituent des voies de pénétration navigables en toute saison au fond desquelles se sont installées certaines des principales agglomérations. Les effets de la marée se font sentir jusqu'à 100 km du débouché sur la mer.

Le climat

3. Le pays est situé à mi-chemin entre l'Equateur et le Tropique du Cancer. Le climat est tropical chaud et humide avec deux saisons :

- une saison chaude et très pluvieuse de juin à octobre,
- une saison sèche de novembre à mai.

Le réseau d'observations météorologiques se composait en 1957 (date de parution d'une étude publiée par Guimarães dans le "Boletim da Guiné") de 21 postes plus ou moins bien équipés dont 16 installés entre 1953 et 1955. La situation s'est ensuite dégradée et de ce fait les données météorologiques sont anciennes, peu significatives et parfois contradictoires. Les moyennes de précipitations de la zone nord, selon qu'elles sont calculées en 1957 (Guimarães) ou en 1972, conduisent à des isohyètes très différentes et qui se raccordent mal à celles du Sénégal voisin ; la ville de Farim se trouve, dans un cas, en deçà de 1 000 mm, dans l'autre cas, au-delà de 1 250 mm. Les données doivent donc être interprétées avec prudence. Pour la pluviométrie la carte donnée en annexe est celle publiée dans l'étude de la SCET-International "Potentialités agricoles, forestières et pastorales" parue en 1978.

La pluviométrie annuelle varie de 1 200 à 2 750 mm et croît du Nord-Est au Sud-Ouest. Malgré ces fortes variations, on peut observer que la saison sèche est partout rigoureuse de décembre à avril. Les pluies tombent généralement avec une extrême violence causant de graves dégâts à la végétation et aux sols.

La température moyenne générale annuelle est de 26° avec :

- 29° pendant les mois les plus chauds, avril et mai,
- 24° pendant les mois les plus froids, décembre et janvier.

L'humidité relative de l'air est élevée avec une moyenne annuelle de 70 à 80 % selon les lieux. L'influence marine se fait sentir sur la côte pendant la saison sèche alors que, pendant la même période, la zone intérieure est exposée au vent sec et chargé de sable venant du Sahara.

Hydrographie

4. La Guinée-Bissau est drainée par deux cours d'eau principaux, le rio Geba et le rio Corubal, dont les embouchures forment le très vaste estuaire sur lequel se trouve Bissau. Le rio Geba prend sa source dans la Haute Casamance en République du Sénégal. Sur son parcours sénégalais, le fleuve s'appelle Kayanga et c'est ce dernier qui après s'être enrichi de deux affluents (Kounkané et Niapo) pénètre en territoire guinéen sous le nom de rio Geba. De la frontière sénégal-guinéenne à son embouchure, le rio Geba reçoit plusieurs affluents dont les principaux sont le rio Sombali et le rio Campossa.

Le rio Corubal descend du Fouta-Djalou, véritable château d'eau de cette région d'Afrique de l'Ouest situé en République de Guinée. Ce cours d'eau présente peu de méandres par rapport au rio Geba. Il forme toutefois un immense arc de cercle qui va de Boé à l'embouchure en passant par les rapides de Saltinho et Cussilinta. Sur son parcours, le rio Corubal reçoit quelques affluents dont les principaux sont : le rio Féliné sur la rive gauche et le rio Caiu sur la rive droite. Le rio Féliné est de loin l'affluent le plus important. Il est à noter que le rio Corubal porte aussi le nom de rio Coli dans la région des rapides de Ambaba (ou Quibaba) où il sert de frontière naturelle entre la Guinée et la Guinée-Bissau.

En période de crue, le débit de ces fleuves et de tous leurs affluents peut être très important ; par contre en fin de saison sèche, en dehors du rio Corubal, la plupart de ces cours d'eau sont à sec.

Végétation

5. Elle répond aux caractéristiques d'une végétation de type guinéen (savane arborée). Cette végétation devient de plus en plus dense au fur et à mesure que l'on se rapproche du cours d'eau (rio Geba ou rio Corubal). Les vestiges de la population d'origine montrent qu'il y avait une forêt galerie sur le rio Geba. Aujourd'hui, cette forêt est discontinue et ouverte ; par contre sur le rio Corubal, elle est généralement dense et très développée.

L'Histoire

6. C'est au XV^{ème} siècle que commence, sous l'impulsion de Henri le Navigateur, l'exploration de la côte d'Afrique par le Portugal. But principal : ouvrir la route des Indes ; but secondaire : implanter un système de comptoirs commerciaux. Ainsi les Iles du Cap-Vert furent-elles découvertes en 1445 ; la Guinée Bissau en 1446 ; les Iles de São Tomé et Príncipe en 1471 ; l'Angola et Cabinda en 1482. Vasco de Gama double en 1497 le Cap de Bonne Espérance et ouvre un comptoir à Quelimane, au Mozambique en 1498.

La Guinée Bissau fut érigée en colonie en 1878 (traité de Berlin) avec une extension plus réduite par rapport aux frontières tracées par le Portugal, dont l'activité dans le territoire s'était limitée à la traite de l'or, de l'ivoire et des esclaves. Au fur et à mesure que les Portugais progressaient à l'intérieur du pays -pénétration effective qui remonte à peine à la fin du siècle dernier et au début de l'actuel- ils rencontrèrent une résistance importante de la part notamment des Manjaques et Balantes. C'est ainsi qu'à partir de 1916, plusieurs familles de Manjaques trouvèrent refuge au Sénégal après leur défaite devant les Portugais.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les autres Colonies, la présence portugaise dans ce "Territoire" a été toujours modeste. En 1960 on comptait en Guinée Bissau quelques 2 000 Portugais alors qu'on en comptait en Angola plus de 300 000 et au Mozambique plus de 150 000.

C'est dans ce contexte que prend corps, dans les colonies portugaises d'Afrique, l'idée d'indépendance politique vis-à-vis du Portugal. En Guinée Bissau, l'apparition d'une conscience nationale au sein des masses en vue de la conquête de l'indépendance représente l'élément moteur du programme politique du P.A.I.G.C. (1) fondé en 1956 par Amilcal Cabral.

(1) Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée Bissau et les Iles du Cap Vert.

7. Après l'indépendance, les tâches primordiales des dirigeants du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert (P.A.I.G.C.) ont été :

- le contrôle des rouages essentiels de l'économie (importations, commercialisation) par neutralisation des trusts portugais et remplacement de l'escudo par le peso guinéen en 1976,
- la réinstallation des paysans sur les terres abandonnées,
- la mise en oeuvre d'un programme de reconstruction nationale pour effacer les séquelles de la guerre de libération.

1.2. La population

8. La présentation démographique de la Guinée Bissau ne peut être que sommaire. Malgré la régularité des recensements sous l'administration portugaise, tous les chiffres existants doivent être maniés avec prudence. Seuls les résultats définitifs du recensement général d'avril 1979 dont la publication est prévue pour juillet 1981 permettront l'appréhension correcte de la situation démographique du pays. Les nombreuses estimations de la population - Bureau of the Census, Nations Unies - sont dans l'ensemble peu fiables.

Tableau 1 : Population de la Guinée Bissau : Evolution

Année	Recensement	Bureau of the Census Estimations
1940	449 000 (1)	
1945		
1950	511 000 (1)	510 000
1955		541 000
1960	521 000 (1)	520 000
1965		492 000
1970	490 000 (1)	487 000
1975		552 000
1979	777 214 (2)	

(1) Recensements sous administration portugaise.

(2) Recensement d'avril 1979.

Partant des résultats du recensement de 1950 considérés comme les meilleurs, le taux de croissance annuel de la population sur une période de 30 ans peut être estimé aux environs de 1,5 %. Ce chiffre faible est une moyenne : il faut considérer les ponctions dues à la guerre et à l'émigration d'hommes.

Le taux de croissance annuel devrait très vite se rapprocher de celui de pays voisins (2 à 2,5 %). Cependant, la situation sanitaire a été et reste très médiocre et les niveaux de mortalité seraient très élevés :

Taux de mortalité \approx 28 %

Taux de mortalité infantile \approx 300 %

Notons enfin qu'avec 777 214 habitants pour 36 125 km², soit une densité de 21,5 habitants au km², la Guinée Bissau reste sous-peuplée. Les disparités par régions sont cependant importantes.

Situation démographique de la zone onchocerquée

9. Seules les deux régions situées à l'Est du pays sont touchées par l'onchocercose : il s'agit des régions de Gabu et de Bafata à l'exclusion du secteur de Bamdadinca (1). Les populations exposées se répartissent de la façon suivante :

Tableau II : Zone onchocerquée : Population

Région	Secteur	Superficie (km ²)	Population	Densité
BAFATA	BAFATA	835,63	36 340	43
	CONTUBOEL	1 559,38	26 647	31
	GALOMARO	509,38	11 251	22
	GÀ-MAMODO	900,00	14 888	17
	XITOLE	1 240,63	9 245	7
GABU	BOE	3 193,12	9 010	3
	GABU	2 076,88	28 966	13
	PIRADA	938,13	17 471	19
	PITCHE	1 900,62	22 240	12
	SONACO	758,75	27 813	37
E N S E M B L E		13 912,52	203 871	15

(1) Cf. Enquête entomologique sur l'onchocercose en Guinée-Bissau par S. TRAORE et J.M. PRUD'HOM.

Les régions de Bafata et Gabu sont celles qui connaissent la plus forte augmentation de population (si l'on excepte Bissau). Leur "poids" par rapport à l'ensemble du pays a nettement augmenté : elles représentent 28,65 % de la population totale en 1979 contre 21,75 % en 1950.

Répartition par ethnie

10. On compte environ 20 ethnies dont les 4 plus importantes sont :
- les Balantés : 30 % de la population, riziculteurs habiles,
 - les Fulas : 20 % de la population, principalement éleveurs, qui (peulhs) occupent le Nord et le Nord-Est,
 - les Manjacos : 14 % de la population totale, qui se situent dans la bande côtière,
 - les Mandingues : environ 12,5 % de la population, qui habitent près ou Malinkés du Rio Cacheu et du rio Geba et sont, comme les Manjacos, agriculteurs.

Les autres ethnies, Papels, Brames, Biafadas, Bijagos, Felupes, Nalus, sont numériquement moins importantes. Ce sont les Fulas et les Mandingues, islamisés, qui sont très largement majoritaires dans les régions de Bafata et de Gabu, concernées par l'endémie onchocercienne.

1.3. Le secteur rural

11. L'agriculture joue un rôle majeur dans l'économie de la Guinée Bissau puisqu'elle fournit les moyens d'existence à 90 % de la population et représente 80 % de la valeur des exportations en 1977. L'arachide représente à elle seule 60 % de la valeur des exportations totales et le palmiste 13 %. L'agriculture très peu diversifiée est fondée sur la riziculture et l'exploitation des palmeraies naturelles sur la côte et sur les cultures du mil et de l'arachide à l'intérieur. L'élevage de type sédentaire ne joue qu'un rôle économique secondaire. Les exploitations agricoles familiales représentent la quasi-totalité de la production, à l'exception de quelques exploitations moyennes orientées vers la culture de la canne à sucre pour la fabrication d'alcool. La surface cultivée est d'environ 0,5 ha/habitant avec un revenu moyen agricole assez largement inférieur à 100 \$ US/personne.

La production agricole qui s'était considérablement dégradée durant les années de lutte ne paraît pas avoir retrouvé son niveau de 1953, alors que la population a probablement augmenté, dans le même laps de temps, de 40 %. Perturbée par les années de guerre, la production vivrière reste à l'heure actuelle insuffisante, au regard des besoins alimentaires du pays.

12. Le riz est la principale production vivrière du pays (notamment dans les régions de Tombali, Oio et Buba) et l'alimentation de base de l'ensemble de la population. En 1953, aux termes du recensement agricole, le riz irrigué représentait 26 % des superficies cultivées et le riz pluvial 3 à 4 %, les productions respectives étant de 90 000 et 10 000 tonnes de paddy. A cette époque, la ration annuelle par tête était de 102 kg de riz décortiqué. Il semble que durant la période de lutte armée (1965-1974) les déplacements de population, les destructions de digues ou l'abandon des zones cultivées se soient traduits par une diminution très sensible de la production (selon la FAO, la production annuelle moyenne n'aurait pas excédé 45 000 tonnes durant cette période) compensée par des importations. Si l'on admet qu'en 1977, la production est revenue au niveau de 1953 (100 000 tonnes de paddy), il n'en reste pas moins vrai que par rapport à cette année de référence, la consommation annuelle par tête sur ressources locales reste très insuffisante (69,3 contre 102 kg) (1). Avec l'apport des importations (13 100 tonnes), la ration totale n'excéderait donc pas, à l'heure actuelle 87 kg. Calculé sur les bases de 1953, et sans tenir compte des importations actuelles, le déficit oscille *entre 25 000 et 30 000 tonnes*.

13. Le sorgho, le mil et le maïs, dont l'importance croît du Sud au Nord du pays, représentaient en 1953 27 % des superficies cultivées, pour une production de 50 000 tonnes. L'évolution de la production de ces céréales et son niveau actuel sont mal connus. Selon certaines estimations, la production serait elle aussi revenue au niveau de 1953, d'où un déficit global de près de 4 000 tonnes. Quant au niveau de production des *féculets et tubercules* (manioc, haricots) il serait à l'heure actuelle de 30 000 tonnes contre 20 000 en 1953.

(1) Sur la base d'une population estimée très approximativement à 750 000 habitants en 1977. Unité : kg de riz décortiqué.

14. Au niveau régional, l'agriculture paraît avoir été affectée à des degrés divers. On peut distinguer les régions où la production a :

- . fortement *regressé* : Gabu, Oio, Cacheu,
- . *peu évolué* (stagnation, légère régression) : Bissau, Bafata,
- . *progressé* d'environ 2 % par an : Tombali, Buba - Bolama.

Cette situation n'a pas échappé au Commissariat de l'Agriculture qui a orienté les premiers projets de développement agricole vers les régions les plus touchées. L'agriculture régionale peut se caractériser par l'importance relative des différents systèmes de production (riziculture inondée, cultures pluviales, palmeraies). On peut distinguer de ce point de vue les régions à *production spécialisée*, lorsque l'un des systèmes représente à lui seul plus des 2/3 des ressources agricoles et les régions à *production équilibrée*.

Régions spécialisées en :

- . riziculture inondée (bolhana) : Tombali (86 %) Buba (73 %)
- . cultures pluviales : Gabu (82 %) Bafata (68 %)
- . palmeraies : Bolama (59 %)

Régions non spécialisées : Bissau, Cacheu, Oio.

Exception faite des régions de Tombali, Gabu et Buba dont l'agriculture est centrée sur un seul système de production, il paraît souhaitable que dans les autres cas les projets englobent l'ensemble *des activités agricoles* et tiennent compte des inter-actions entre la riziculture et les cultures pluviales.

Les systèmes de production existant sont complémentaires mais aussi *concurrentiels entr'eux*. L'expérience a montré qu'une action en faveur d'une culture peut entraîner une augmentation spectaculaire de la production, mais essentiellement au détriment des autres.

15. Dans ce contexte, l'*avenir de la riziculture inondée* (bolanha) paraît assez mal assuré, face à la concurrence des cultures pluviales. Cette riziculture, qui exige un travail extrêmement pénible, valorise dans les conditions actuelles, la journée de travail à un niveau deux fois moindre que la rotation mil-arachide, 25 Pesos/jour contre 50. (Annexe 3). Alors que les possibilités d'amélioration du système pluvial sont connues et peuvent facilement être mises en oeuvre à moyen terme, celles du "bolanha" le sont moins et posent des problèmes

beaucoup plus complexes. On peut craindre, malgré l'attachement de certaines ethnies à la riziculture inondée, que celle-ci devienne comme en Casamance, une "activité résiduelle" limitée à l'autosubsistance de la famille, si des actions de grande envergure ne sont pas engagées.

Il semble que ces actions devraient viser en priorité les *grandes vallées rizicoles du pays*, qui sont actuellement le rio Mansoa, le rio Geba, le rio Cumbija, mais que pourrait aussi devenir sous certaines conditions (notamment d'un programme de lutte contre l'onchocercose) le rio Corubal.

Elevage. Effectifs et caractéristiques

16. Il existe une assez grande incertitude sur le cheptel existant en Guinée-Bissau. Il semble que les effectifs actuels soient inférieurs à ceux recensés en 1965 par les Portugais.

En milliers de têtes	Bovins	Caprins Ovins	Porcins	Volailles
Estimations 1965	230	196	98	-
Estimations 1972	153	131	65	335
Estimations actuelles	166	130	80	250

Sources 1964: Boletim cultural de Guiné Portuguesa

1972: Prospectivo de desenvolvimento economico e social.

Près de 75 % du cheptel bovin se trouve dans les régions de Gabu et Bafata alors que 60 % des porcins appartiennent aux régions Nord-Est de Cacheu, Oio et Bissau. La densité du cheptel (têtes/km²), ratio qui nous semble préférable à celui des effectifs par habitant en raison de l'incertitude démographique, est nettement inférieure à celle des régions ou pays voisins.

Têtes de cheptel/km ²	Bovins	Petits ruminants	Porcins
GUINEE-BISSAU (1965)	7,0	6,0	3,0
(1977)	5,0	4,0	2,4
CASAMANCE (1973)	15,5	13,2	11,8
GAMBIE (1973)	22,7	14,5	0,6

Seuls les troubles, durant les années de lutte, peuvent justifier ces écarts que n'expliquent ni les différences écologiques, ni les différences de peuplement. Précisons cependant que les réfugiés qui ont regagné la Guinée-Bissau, après l'Indépendance, n'ont pratiquement pas ramené le cheptel qu'ils pouvaient posséder.

Les principales caractéristiques de l'élevage en Guinée-Bissau peuvent se résumer ainsi :

- l'élevage bovin est du *type sédentaire* à court rayon d'action, à l'exception de l'Est (Fula) toutefois, où l'on enregistre certains déplacements,
- seuls les groupes Fula et Balante possèdent des traditions pastorales et manifestent un certain intérêt pour l'élevage des animaux,
- les petits ruminants et les porcs sont le plus souvent un élevage de femmes,
- même dans les régions où l'élevage est important, son rôle économique est secondaire et tient essentiellement à la production de *lait* pour la famille et de fumier pour les cultures permanentes.

Les ressources forestières

17. La zone forestière de la Guinée Bissau couvre 2 350 000 ha soit 65 % du territoire national. C'est dire l'importance potentielle du patrimoine forestier dans l'économie guinéenne. Deux types de forêts prédominent :

- la forêt subhumide dense limitée au Sud-Ouest du pays (région de Tombali),
- la forêt demi-sèche et sèche dans les autres régions, la deuxième catégorie caractérisant le Nord-Est.

L'exploitation du *bois d'oeuvre* est confiée à une société nationale, la SOCOTRAM dont les 9 scieries ne fonctionnent actuellement qu'au tiers de leur capacité théorique (8 000 m³). Aussi bien, la SOCOTRAM ne contrôle-t-elle que partiellement les marchés intérieurs et extérieurs totaux qui représentent en bois d'oeuvre :

- 1 500 m³ pour le marché extérieur
- 4 500 m³ pour le marché intérieur

La production et la commercialisation du charbon de bois ne sont pas davantage contrôlées. Aucune estimation n'a pu pour l'instant en être faite. *Les services forestiers* sont pour le moins modestes : l'effectif des services se résume à 8 gardes forestiers et se signale par une quasi-absence de cadres.

1.4. Les autres secteurs

Les activités manufacturières : un secteur très secondaire

18. Il est difficile de parler de secteur industriel en Guinée-Bissau, tant sont réduites les activités manufacturières non artisanales. En l'absence de comptes économiques récents, il est difficile de connaître leur place exacte dans l'économie du pays. Selon certaines estimations, elles n'excéderaient pas 3 % du produit national.

Le secteur alimentaire et agro-alimentaire

19. La transformation des produits de l'agriculture s'effectue dans des unités de petites dimensions, dont les plus importantes sont :

- les deux huileries de Bissau (l'une privée, l'autre d'économie mixte appartenant à la SOCOMI) d'une capacité de 1 800 m³ chacune. Du fait de leur vétusté, ces unités connaissent à l'heure actuelle de sérieuses difficultés techniques. Ces huileries ont des activités primaires de décorticage de l'arachide,
- quelques unités quasi artisanales de décorticage de l'arachide (3 unités d'une capacité de 60 tonnes par jour à Bafata) et du paddy.

Dans le secteur des industries alimentaires, 2 unités modernes prédominent :

- une brasserie-limonaderie, la CICER, entrée en service en 1974. La technologie avancée de la brasserie (d'une capacité de 15 millions de litres) s'avère très mal adaptée aux besoins du pays. Les coûts de production très élevés (notamment pour la bière en boîte), la dépendance de l'extérieur pour la maintenance pèsent trop lourdement sur les prix de revient. Actuellement la production a été limitée à la bière non affinée ; la production moyenne 1974-1976 est de l'ordre de 2,2 millions de litres par an,
- une usine de jus de fruits construite récemment dans l'île de Bafama sur financement anglo-hollandais, dont le niveau de production reste pour l'instant très faible, du fait de difficultés d'approvisionnement. A côté de ces deux unités modernes existent dans les centres urbains (Bissau essentiellement) quelques petites boulangeries et distilleries de canne à sucre plus ou moins organisées.

Les autres activités manufacturières

20. Hormis 2 petits chantiers navals en demi-sommeil et quelques unités de production de dimensions réduites, les activités manufacturières (briqueteries, garages, boulangeries...) relèvent du secteur informel.

1.5. Les institutions

21. Les institutions actuelles sont directement issues de celles mises en place durant la période de lutte pour l'Indépendance. A côté du Parti, qui reste la force politique prédominante de la société guinéenne, on trouve l'Assemblée Nationale Populaire, le Conseil d'Etat (qui s'identifie à une sorte de bureau permanent de l'Assemblée) et le Conseil des Commissaires d'Etat. Au niveau de chaque région sont prévues deux instances décentralisées : le Conseil Régional et le Comité d'Etat, coordonnés et contrôlés par le Conseil des Commissaires.

22. Le Parti. Les structures du Parti s'établissent comme suit :

a) Congrès du Parti

b) Direction du Parti

- Secrétariat Permanent du Comité Exécutif de la Lutte, composé de quatre membres,

- Conseil Exécutif de la Lutte (CEL), comprenant 25 membres issus du Conseil Supérieur de la Lutte (équivalent à un Bureau Politique),

- Conseil Supérieur de la Lutte (CSL), comprenant 85 membres (équivalent à un Comité Central),

- Conseil National et Comité Permanent

c) Organes périphériques

- Comités de régions, au nombre de 8 (Bissau, Cacheu, Oio, Bafata, Gabu, Buba, Bolama et Tombali),

- Comités de secteurs, au nombre de 45,

- Comités de secteurs (non généralisés),

- Comités de tabancas dans les zones rurales, ou Comités de quartiers dans les centres urbains.

A ces structures il faut ajouter :

- l'Organisation des femmes du P.A.I.G.C.

- La Jeunesse Africaine Amilcar Cabral (JAAC)

- et l'Organisation des Pionniers, pour les enfants.

II - LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

2.1. La politique de développement

1. Les treize années de lutte pour l'Indépendance succédant à quatre vingts années d'une colonisation menée avec de très faibles moyens financiers laissèrent la Guinée-Bissau dans une situation économique déplorable, caractérisée notamment par une baisse considérable des niveaux de production, une faiblesse généralisée des infrastructures et un faible nombre de cadres. Aussi, dès le lendemain de l'Indépendance, le gouvernement fit très largement appel à l'aide extérieure.

2. Durant la période 1975-1977, la Guinée Bissau a reçu au titre de l'aide publique au développement 102 millions de dollars de dons et 64 millions de prêts, ce qui -en termes de moyenne annuelle pour la période- représentait très approximativement 40 % du produit intérieur brut. Si tant est que les estimations du PIB soient exactes, ce ratio est un des plus élevés du continent africain. Pour la période sous revue, les principaux bailleurs de fonds sont l'URSS (22 % du total), la Suède (17 %), le Portugal (14 %), les Pays Bas (11 %) et les Nations Unies (8 %). La part des prêts dans l'aide totale est très forte pour l'URSS et le Portugal (82 et 63 %), pratiquement nulle pour les pays nordiques et le PNUD. L'aide publique française n'occupe qu'une place très limitée (2 %).

3. Malgré une prédominance de l'aide des pays qui ont soutenu la Guinée-Bissau dans sa lutte pour l'Indépendance (URSS, Suède, Pays Bas), le gouvernement actuel semble accepter sans discrimination marquée bon nombre de bailleurs de fonds (ils représentent à l'heure actuelle une trentaine de pays et 2 organisations internationales, FED et PNUD). *Pour les années 1979-1981* l'aide internationale à la Guinée Bissau se maintient, si l'on en croit les programmes d'aide, au même niveau (55 millions de dollars par an). L'effort principal serait apparemment accompli par la Suède (12 millions de dollars par an) suivie immédiatement par le Portugal (8 millions par an). En troisième et quatrième positions se situeraient le FED (7 millions par an) et les Pays Bas (6 millions par an). Contrairement à la période précédente l'effort soviétique serait réduit, alors que l'aide américaine semblerait devoir connaître une certaine expansion.

4. Les perspectives de développement. Elles se fondent sur un objectif fondamental : l'autosuffisance alimentaire, lui-même à l'origine d'un certain nombre de projets. L'*objectif d'autosuffisance alimentaire* ne serait, si l'on en croit le gouvernement guinéen, atteint qu'en 1990. Sur la base d'une consommation par tête de céréales de 180 kg (1) (hypothèse forte) et compte tenu d'une population d'un million d'habitants, il implique une production de 285 000 tonnes de céréales à l'année horizon, soit un doublement de la production actuelle en 11 ans.

5. Les projets destinés à servir cet objectif sont de deux types :

- projets "classiques" de développement. Ils concernent essentiellement le riz (projet PNUD d'extension rizicole de Contuboel, développement de la vallée du Rio Cambidjan, caractérisation et aménagement des petites vallées de l'Est). Les deux derniers projets qui concernent à peu près 500 000 habitants sont résolument productivistes, tant est évident leur objectif d'intensification ou d'extension à tout prix des cultures. Leur réalisation nécessitera a priori une parfaite coordination des organismes de développement agricole et des services du Ministère de l'Agriculture ce qui n'est pas pour l'instant le cas,

- projets "intégrés" plus fondés sur le respect des techniques et des structures paysannes traditionnelles, et leur orientation progressive vers des formes de développement communautaire. Ces projets qui comprennent une grande part d'actions de sensibilisation et de promotion du monde paysan, sont d'une essence radicalement différente des précédents. Ils se développent avec l'aide de la coopération hollandaise dans les régions de Cacheu, Buba et Tombali.

6. Une production d'exportation à diversifier et intégrer. Symbole du négoce colonial, l'arachide est la principale culture d'exportation du pays. Importante il y a 25 ans (64 000 tonnes en 1953, 22 % des surfaces cultivées, essentiellement dans les régions de Gabu, Farim, Bafata et Mansoa), la production d'arachide a regressé dès les premières années de lutte et s'est maintenue entre 1965 et 1975 aux alentours de 25-30 000 tonnes/coques. Cette production a été essentiellement exportée, les deux huileries locales, d'une capacité totale de 12 000 tonnes/coques n'ayant jamais fonctionné à plein rendement. Paradoxalement, le gouvernement actuel semble en envisager le développement. (Cf. paragraphes suivants).

(1) Soit 105 kg de riz et 75 kg de céréales autres.

La production connue de noix de palme est essentiellement exportée. La moyenne annuelle pour la période 1971-1976 est de l'ordre de 4 400 tonnes avec des écarts sensibles selon les années. Un projet de plantation de palmiers dans l'archipel des Bijagos est en voie de réalisation.

Soucieux d'assurer et l'intégration et la diversification de son agriculture d'exportation, le gouvernement a fait entreprendre l'étude de projets relativement importants parmi lesquels on peut citer :

- l'implantation et le développement de la culture cotonnière dans les régions de Bafata, Gabu et Oio. (Cf. paragraphes suivants),

- la construction d'un complexe huilerie-savonnerie-rizerie à Cumeré, près de Bissau. La construction de l'huilerie-savonnerie est étroitement liée au développement de la culture arachidière. La capacité de l'usine sera, on l'a vu, de 70 000 tonnes/coque, ce qui paraît considérable, compte tenu des vicissitudes du marché de l'huile d'arachide,

- le développement de la canne à sucre et la construction, en aval, d'une sucrerie de 50 000 tonnes dans la région de Gabu (Rio Gambiel). Le projet orienté essentiellement vers l'exportation (sur les pays arabes notamment) est actuellement en sommeil. Les dimensions de ce projet doivent être reconsidérées,

- la promotion, à plus long terme, de cultures diverses (fruits, noix de cajou) ainsi que de leur conditionnement ou de leur traitement dans le pays,
- projets divers d'hydraulique agricole.

7. Un style de développement à mettre au point. Cette "batterie" de grands projets plus ou moins réalistes ne peut faire oublier un problème fondamental : celui des structures et modes de production à choisir pour le développement de l'agriculture guinéenne compte-tenu des options politiques prises depuis l'indépendance. Pour l'instant les dirigeants ne semblent pas vouloir développer une agriculture d'Etat. Les quelques fermes nationalisées qui existent n'ont que très accessoirement un rôle pilote. Leur nombre ne semble pas devoir être accru. De la même manière, les responsables de l'agriculture guinéenne semblent manifester une certaine prudence vis-à-vis des expériences coopératives, dont ils connaissent les échecs manifestes dans d'autres pays africains. Hésitant dans le choix des modes et structures de production, le gouvernement guinéen l'est également dans celui d'un style de développement agricole. Les projets "productivistes",

destinés à fournir des résultats à brève échéance, voisinent plus ou moins harmonieusement avec les projets de développement "intégrés" plus lents parce que prenant en compte les aspects politiques et socio-culturels du développement. En fait, tout l'avenir de l'agriculture guinéenne repose sur la compatibilité ou l'incompatibilité de ces deux styles de projets.

8. Parmi les objectifs de développement définis par le 3^e Congrès du PAIGC, le secteur rural qui concerne directement ou indirectement 90 % de la population s'est vu recevoir une priorité absolue : priorité qui a été confirmée au cours des dernières années en raison de la série des sécheresses qui se sont abattues sur le pays depuis 1970 et notamment lors de la dernière campagne agricole 80/81 qui est de loin la plus mauvaise de toute la décennie 70/80. La pluviométrie a été nettement inférieure à une année normale dans tout le pays. Le nombre de jours de pluies a été réduit d'environ 50 % et de plus leur répartition a été très irrégulière. Début septembre deux très fortes pluies, l'une de 230 mm et l'autre de 180, tombées en quelques heures dans le Nord-Ouest et le Centre du pays, ont provoqué également de nombreux dégâts.

Dans le Sud-Ouest du pays la faiblesse des pluies en début de saison n'a pas permis un dessalement minimum des rizières de mangrove. A ceci s'est ajouté de très fortes marées qui ont submergé de nombreuses digues de protection et ont ressalé les rizières. Les récoltes céréalières sont très largement déficitaires dans tout le pays (y compris dans le Sud-Ouest) et les rendements n'atteignent en moyenne nationale que 30 % de la normale. L'arachide a eu également des rendements très faibles, de l'ordre de 200 kg/hectare au lieu de 1 000 kg en bonne année.

Le bétail a peu souffert, les pâturages étant nettement suffisants pour la quantité existante de bovins. En revanche l'état sanitaire de l'ensemble du cheptel, mais surtout des porcins et de la volaille, laisse fortement à désirer. Pour 1981 l'estimation des besoins en céréales s'élève à 90 000 tonnes dont 7 000 tonnes de farine de blé. Etant donné que les recettes d'exportation seront très faibles cette année, le pays a également besoin dans le domaine alimentaire d'une aide de 3 000 tonnes d'huile, de 6 000 tonnes de sucre, de 600 tonnes de lait en poudre et de 700 tonnes de butter-oil. En fait le déficit structurel en céréales ne serait que de l'ordre de 20 à 25 000 tonnes les années favorables. Ce déficit structurel ne diminuera progressivement que lorsque les projets de développement en cours ou envisagés atteindront leur pleine efficacité.

2.2. Les projets de développement réalisés et en cours

9. Les principaux projets prioritaires intéressant l'agriculture concernent les zones d'endémie onchocerquienne, c'est-à-dire les deux régions de Bafata et de Gabu, correspondant d'ailleurs à certaines zones de peuplement les plus denses du pays (cf. carte de densité en annexe). Comme on va le voir, trois de ces projets vont être regroupés pour ne former qu'un seul *projet de développement intégré* localisé sur ce qu'il est convenu d'appeler maintenant la zone II (le découpage de la Guinée en quatre zones de développement est aussi reproduit en annexe).

Projet de développement de la culture de l'arachide

10. Ce projet, financé par le FAC et mis en place en 1977, présente les caractéristiques suivantes :

- localisation : régions de l'OIO, BAFATA et GABU
- but : accroître la production d'arachide par la diffusion de *semences sélectionnées*, la mise au point des techniques et le développement de la traction bovine.
- objectifs de production d'arachide :

	<u>1979/80</u>	<u>ultérieurement</u>
Production de semences (Tonnes)		
. Semences multiplication	990	totalité des besoins
. Semences vulgarisation	5 200	du pays
Production d'arachide (Tonnes)	72 650	100 000

- résultats acquis :

	<u>1977</u>	<u>1978</u>
Production de semences (Tonnes)		
. Semences multiplication	450 (importées)	450
. Semences vulgarisation	-	1 350
Formation encadreurs	-	36
Dressage boeufs		30 paires

Les fonctions assurées par le projet sont les suivantes :

- multiplication de semences d'arachide (variété 69 101) et essais agronomiques à partir de cette année.

- recrutement et formation des encadreurs et animation de centres de dressage pour la culture attelée.

Projet de développement cotonnier et d'intensification des cultures

11. Les caractéristiques de ce projet, financé par le FED et qui a débuté en 1976, peuvent se résumer brièvement comme suit :

- localisation : régions de BAFATA, GABU et OIO.
- but : promouvoir un système de culture pluviale, basé sur le coton, l'arachide, les céréales et développer la culture attelée,
- objectifs prévus pour la 3ème année du projet (1979/80)

	<u>Superficie (ha)</u>	<u>Production (T)</u>
Coton	6 000	8 400
Riz pluvial	3 000	5 400
arachide	6 000	7 800

Mise en place de 600 unités de culture attelée

- résultats acquis :

	<u>1977/78</u>	<u>Prévisions 1978/79</u>
Formation encadreurs	34	44
Unités de culture attelée	100	-
Surface cultivée (coton	813	3 000
(arachide	-	100
(céréales	30	1 000

Les fonctions prises en charge par le projet concernent actuellement la formation du personnel d'encadrement, la vulgarisation en milieu paysan, la mise en place des facteurs de production (engrais, insecticides, matériel) et la commercialisation et le décorticage du coton.

Projet de développement intégré de la zone II

12. Ces deux projets financés respectivement par le FED et le FAC ont de nombreux points communs :

- une localisation identique à l'origine, bien que "l'opération coton" se concentre actuellement vers l'Est et "l'opération arachide" vers l'Ouest des 3 régions citées,

- des thèmes similaires, formation, vulgarisation, culture attelée et une production commune, l'arachide.

Le FED et le FAC ayant d'autre part décidé de prolonger le financement pour les quatre années 1981-1985, il est souhaitable de les fusionner pour en faire un projet de développement intégré ; les objectifs étant, à terme pour 1985, la production de 47 000 tonnes d'arachides/coque et 8 200 tonnes de coton/graine destinées à l'approvisionnement des unités de transformation agro-industrielles situées en aval : huilerie de Cuméré et usine d'égrenage de coton de Bafata Comuda.

Au total, le financement représente un montant pour la période 81-85 de 83 millions de FF. Les moyens mis en oeuvre doivent servir à diffuser grâce à la formation d'un personnel d'encadrement (moniteurs et vulgarisateurs) de nouvelles techniques d'intensification, la traction animale et des variétés de semences améliorées et traitées. On escompte qu'à l'issue du projet :

- la totalité des unités de production agricole, soit 27 000 UPA représentant une population rurale d'environ 290 000 personnes, sera encadrée (contre 82 % aujourd'hui) soit plus du tiers de la population rurale de la Guinée-Bissau,

- le tiers des unités de production agricole sera équipé pour la culture attelée (contre 10 % actuellement),

- 5 % des unités de production agricole seulement auront conservé leurs pratiques traditionnelles de culture (contre la moitié actuellement).

Projet rizicole de CONTUBOEL

13. Ce projet, PNUD, situé dans le bassin amont du rio Geba, comprend un volet expérimentation et multiplication de semences sur 25 ha et un volet riziculture villageoise sur 75 ha. L'objectif du projet est de promouvoir une riziculture intensive en zone non salée par l'utilisation des variétés récentes sélectionnées aux Philippines et la maîtrise complète de l'eau par pompage dans le Geba.

Les caractéristiques des aménagements hydro-agricoles sont les suivantes :

- parcelle élémentaire d'environ 2 000 m²
- une moto-pompe sur caisson flottant pour une dizaine d'hectares .

Les résultats acquis sont extrêmement encourageants :

- surface cultivée par famille = 0,3 ha en moyenne
- rendement moyen = 4,5/t/ha
- possibilités de faire deux récoltes par an.

Pourtant, l'extension de ce projet (étude PNUD en cours) est actuellement limitée par certains aspects socio-économiques, tels que l'harmonisation des calendriers culturaux des cultures pluviales et de la riziculture, les coûts de fonctionnement élevés (8 à 10 000 P.G/Ha), la difficulté de gérer et d'entretenir le matériel des petits périmètres, mais il est surtout limité dans ses possibilités d'extension par le débit d'étiage du rio Geba, débit très faible ou nul par endroit qui peut encore se trouver diminué par les projets d'aménagement du bassin de l'Anambé sur le même cours d'eau que le rio Geba mais en territoire sénégalais où il est appelé Kayanga.

Dans les conditions actuelles, l'extension des petits périmètres villageois est prévu pour 3 000 ha en hivernage mais elle est limitée à environ 1 000 ha en saison sèche. Par ailleurs, la riziculture étant dans cette région une activité complémentaire des cultures pluviales, la surface exploitée par famille est limitée (0,3 ha) et l'excédent commercialisable insignifiant (disponible moyen par famille : 750 kg de riz). La production prévisible à court terme, 5 à 8 000 tonnes de paddy, n'influera pas sur l'équilibre alimentaire du pays.

Les projets industriels et agro-industriels en cours de réalisation ou d'achèvement

14. Dans le domaine des industries agro-alimentaires, le projet important est celui du complexe de CUMERE: usine de décorticage d'arachide (70 000 tonnes) et de paddy (50 000 tonnes) ; minoterie (19 000 tonnes) et huilerie. D'un coût approximatif de 50 millions de FF il a été réalisé par l'Italie, sur financement guinéen et saoudien. Une laiterie, financée par le Danemark, est en voie d'achèvement à Bissau. Elle fonctionnera dans un premier temps à partir de fournitures importées (lait en poudre livré par les organismes d'aide).

Dans le domaine des autres industries, les projets importants en voie d'achèvement sont les suivants :

- extension de la SOCOTRAM (création de nouvelles scieries et de fabriques de marquetterie)

- usine d'oxygène et d'acétylène (fourniture clef en main sur crédits fournisseurs par une entreprise française) (soit 10 millions FF environ),
- usine de montage de voitures adaptées au pays, mis en place par Citroën sur crédits fournisseurs (coût 6 millions FF),
- usine de fabrication d'objets en plastique sur financement Est-allemand .

2.3. Projets de développement potentiels

Mise en valeur de la vallée du rio Geba

15. Etant donné les enseignements très encourageants donnés par les premiers aménagements sur le rio Contuboel, il est envisagé de multiplier ce type d'aménagement sur toute la vallée du rio Geba. Celle-ci, en effet, représente un *potentiel hydro-agricole* qui peut se résumer en quelques chiffres :

- 2 milliards de m³ disponibles
- 22 000 ha bruts irrigables dont 8 000 ha à l'amont de Bafata
- près de 200 000 habitants répartis dans le bassin versant.

L'inventaire de ce potentiel (topographie, etc...) et la constitution de dossiers de financement sont relativement longs. *Ces études sont prioritaires, car la vallée du rio Geba représente par ses ressources la grande zone de développement agricole des années 80.*

L'aménagement des petites vallées de la zone II

Considérations générales

17. Le paysage géomorphologique de l'Est du pays se compose de grands plateaux entrecoupés de vallées alluviales où la faiblesse de la pente impose un tracé sinueux aux cours d'eau. Ces dépressions, selon leur position topographique, sont plus ou moins *alimentées en eau par des nappes* qui s'écoulent en bas de versants ou dans les niveaux de cuirasse plus profonds. Les sols constituent le plus souvent une association de sols hydromorphes avec des sols plus sableux et des alluvions argilo-limoneuses.

La localisation des villages Fula et Mandingue le long de ces axes de drainage témoigne de l'intérêt que ces populations portent à la possibilité de tirer parti de ces bas-fonds. La médiocrité des moyens mis en oeuvre pour cultiver ces vallées, dont le travail incombe aux femmes, permet de penser qu'elles constituent un *potentiel important nettement sous-utilisé.*

Intérêt des petits aménagements

18. Prises individuellement, ces vallées couvrent des superficies modestes, (une dizaine d'hectares en moyenne), toutefois prises dans leur ensemble, elles représentent un potentiel considérable (124 500 ha brut). De plus, elles présentent l'avantage d'être disséminées dans tout le pays et d'intéresser une grande partie des populations de l'intérieur.

La mise en valeur de ces bas-fonds pourrait apporter :

- un complément plus important à l'agriculture pluviale du plateau (riz, canne à sucre, cultures légumières, fourrages, etc...),
- et une plus grande sécurité alimentaire aux populations.

La gestion et l'entretien de ces petits périmètres villageois ne soulèvent aucune difficulté et les charges récurrentes sont insignifiantes. En Casamance (au Sénégal), la mise en valeur des sols gris de pied de pente a conduit à des résultats extrêmement positifs (3 tonnes/ha de paddy en paysannat) souvent supérieurs aux grands aménagements.

Conception du projet

a) Principes

19. La modestie des superficies à aménager ne permet pas d'envisager pour chaque vallée une étude complète pour définir son potentiel ainsi que le mode d'aménagement et le système de culture le plus adéquat. Les possibilités de mise en valeur sont sous la dépendance de plusieurs facteurs, géomorphologie, hydrologie (écoulements hypodermiques, ruissellements), pédologie (perméabilité) et de leurs interactions. Bien que très variables, les vallées peuvent être classées selon des caractéristiques communes. Il importe donc de mettre au point une méthode d'étude et de réalisation simple, permettant d'établir :

- la *typologie* des vallées à partir des critères les mieux adaptés,
- quelques *projets pilotes* afin de mettre au point en vraie grandeur les méthodes, les techniques et les systèmes de culture avant de passer au stade de la réalisation à *grande échelle*.

b) Localisation, échelle

20. L'ensemble du bassin versant du Rio Geba devra être étudié en priorité, en raison du drainage généralisé de la nappe par le réseau hydrographique et de l'importance des populations concernées (environ 200 000 habitants). Les travaux de terrain devraient être orientés vers la reconnaissance des sols et l'étude de la dynamique de la nappe au cours d'une année afin d'apprécier ses fluctuations saisonnières (dispositif d'observation) et sa contribution possible à l'alimentation hydrique d'une culture.

Couverture sanitaire du cheptelNécessité d'un accroissement du cheptel bovin

21. La période de troubles et d'insécurité qui a précédé l'indépendance de la Guinée-Bissau a entraîné une diminution du cheptel bovin.

	<u>Cheptel (têtes)</u>	<u>Cheptel/habitant</u>
1965	230 000	0,42
1977	166 000	0,22

Comparé à la Casamance et à la Gambie (0,67 et 0,52 bovins par habitant en 1973) le troupeau actuel est très insuffisant pour satisfaire les besoins en viande, lait et travail du pays. L'effort qui doit être fait en faveur de l'élevage bovin d'ici 1989/90 peut être apprécié comme suit :

- l'augmentation du disponible en protéines animales doit être recherchée en priorité par le développement de la pêche, de l'aviculture et de l'élevage porcin. La contribution du troupeau bovin (2,5 kg de viande par habitant) restera limitée à l'horizon 1989/90. L'hypothèse de 3 kg/habitant est retenue, soit 3 000 tonnes correspondant à un troupeau d'environ 250 000 têtes,

- une des fonctions essentielles du cheptel bovin, dans les années à venir, sera de fournir à l'agriculture une partie de la force de travail dont elle a besoin. Si l'on retient comme objectif la surface cultivée moyenne par habitant de 0,45 ha, urbains et ruraux confondus, la superficie cultivée en Guinée serait de 450 000 ha (13,3 % du territoire) en 1989/90. Sans développement de la culture attelée, l'augmentation des superficies cultivées ne peut être que proportionnelle à l'accroissement de la population agricole, c'est-à-dire au maximum de 1,8 % par an, compte tenu de la tendance à l'urbanisation et au développement

des autres secteurs de l'économie. C'est donc un *minimum de 75 000 ha* qui devraient être exploités en culture attelée d'ici la fin de la décennie 80, soit l'équivalent de *15 000 paires de boeufs*.

Surface cultivée en 1976/77	297 000 ha
Taux de croissance maximum en culture nouvelle	1,8 %/an
Surface cultivée en 1989/90 manuellement	375 000 ha
Objectif agricole 1989/90	<u>450 000 ha</u>
Superficie en culture attelée 1989/90	<u>75 000 ha</u>

En 1989/90 le cheptel bovin devrait être *au moins de 280 000 têtes*, (250 000 animaux d'élevage, 30 000 boeufs de travail), ce qui implique un taux de croissance de 4,1 %, soit approximativement le double du croît moyen en Afrique. Cet objectif implique un programme d'*intervention prioritaire de protection sanitaire et d'hygiène* et ultérieurement un programme d'amélioration alimentaire en liaison avec les projets.

Aménagement du bassin versant du rio Corubal

22. Un projet de développement régional intégré du bassin versant du rio Corubal a été élaboré en collaboration avec le gouvernement de la Guinée-Conakry. Un protocole d'accord a été signé et le financement des études de pré-factibilité a été demandé au PNUD. Ce projet doit comprendre un volet aménagement hydroagricole en complément du projet bauxite et barrage de Saltinho.

Projet Bauxite

23. Les gisements de bauxite existants sur le territoire de la Guinée-Bissau sont, en quelque sorte, le prolongement des gisements de la Guinée-Conakry (région de Boké) ; ils sont situés au Sud-Est du pays dans le secteur de Madina do Boé, région de Gabu. Les prospections sont actuellement en cours avec l'assistance de l'URSS.

L'ensemble du projet doit comprendre la construction d'un barrage sur le fleuve Corubal, au niveau des rapides de Saltinho, pour la production de l'énergie ; celle d'un port minéralier à Buba sur le rio Grande de Buba, et d'un chemin de fer ; port et chemin de fer pouvant être éventuellement exploités conjointement avec le Sénégal, le Mali et la Guinée-Conakry. Les études ne sont pas encore assez avancées pour chiffrer le financement de l'ensemble du projet et ses perspectives de production.

Projets forestiers

24. Selon un inventaire récent, les possibilités de production annuelle seraient les suivantes :

- production de bois pour l'exportation = 16 000 tonnes
- production pour le marché intérieur = 32 000 tonnes
- production de bois de carbonisation = 80 000 tonnes

Ces perspectives de production -qui excluent toute hypothèse de surexploitation- ne sont envisageables qu'au prix d'une organisation préalable des services forestiers impliquant :

- l'amélioration de l'efficacité de la SOCOTRAM (remise en état du matériel, réorganisation, étude des marchés),
- la création d'un organisme forestier (du type office des forêts),
- l'établissement d'un plan forestier régionalisé, définissant les tâches prioritaires (amélioration de l'utilisation des ressources, inventaire, classement et protection du domaine).

III - ONCHOCERCOSE ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT

3.1. Effectif de la population onchocerquée

1. L'onchocercose ne sévit que dans les deux régions orientales du pays ; celle de GABU est touchée en totalité alors que dans celle de BAFATA seul le secteur de CONTUBOEL est infesté. La population se concentre dans la partie nord, dans les secteurs de Contuboel et Sonaco où la densité dépasse 30 habitants/km² : c'est aussi la zone la plus touchée par l'endémie ; on y trouve des villages hyperendémiques et on y signale des abandons de villages. La partie sud (RIO CORUBAL) est faiblement peuplée : 10 habitants/km² et moins.

Les villages ne sont jamais très éloignés des cours d'eau et une grande partie de la population est donc en contact permanent avec le vecteur et le niveau d'endémicité semble assez homogène sur l'ensemble de la zone, très limitée il est vrai. L'absence de statistiques médicales rend difficile toute évaluation de la population effectivement atteinte par la maladie. La solution la plus logique est de considérer que les niveaux d'endémicité sont très voisins de ceux constatés dans la zone frontalière de Guinée (GAOUAL), soit une endémicité moyenne à faible, à l'exception de quelques foyers de forte endémicité ne touchant qu'une faible partie de la population (10 % environ).

POPULATION EXPOSEE A L'ONCHOCERCOSE

	Population	Forte Endémicité	Moyenne Endémicité	Faible Endémicité
BAFATA*	26 700	2 700	12 000	12 000
GABU	105 500	10 500	47 500	47 500
T O T A L		13 200	59 500	59 500

* Secteur de Contuboel

Les taux d'endémicité et de cécité retenus nous permettent d'avancer le chiffre de 30 000 onchocerqués et 1 400 aveugles répartis de la façon suivante :

	Onchocerqués	Aveugles
Zone de forte endémicité	8 000	310
Zone de moyenne endémicité	16 600	730
Zone de faible endémicité	5 400	360
T O T A L	30 000	1 400

Il ne s'agit là que d'ordres de grandeur ; seul un sondage systématique couvrant l'ensemble de la zone permettrait d'apprécier l'impact véritable de la maladie.

3.2. Les projets de développement en zone onchocerquée.

2. Pour la Guinée Bissau, l'impact d'une campagne de lutte contre l'onchocercose sera d'autant plus important sur le plan économique qu'une grande partie de la zone concernée par l'endémie est justement celle où se trouvent localisés trois parmi les projets de développement les plus ambitieux au niveau national, en cours de réalisation et programmés pour les années à venir : le projet coton FED, le projet arachide FAC, le projet riz Contuboel : l'ensemble de ces projets étant, comme on l'a vu repris à partir de 1981 en un seul projet intégré dit de la zone II. L'importance de cet impact peut se mesurer à deux niveaux, celui de l'effectif des populations et celui des accroissements de revenus à attendre de la mise en place et du déroulement des opérations de développement. En ce qui concerne ce projet intégré de la zone II, les informations dont on dispose sur les résultats à attendre sont les suivants :

	Année 0 1980-81	Année 4 1984-85
Effectif de la population concernée	202 400	214 400

Les objectifs de production étant les suivants :

	Année 0 1980-81	Année 4 1984-85	Taux de croissance annuel moyen
Nombre d'exploitations	25 350	26 800	1,4 %
Surface totale cultivée	79 440 ha	94 320 ha	4,4 %
Surface moyenne par exploitation	3,13 ha	3,52 ha	3,0 %
<u>Céréales</u> (paddy, mil, sorgho, maïs)			
Surface	46 100 ha	51 220 ha	2,7 %
Production	34 900 T.	52 330 T.	10,6 %
<u>Arachide</u>			
Surface	28 820 ha	33 500 ha	3,8 %
Production (coque)	27 630 T.	46 970 T.	14,2 %
<u>Coton</u>			
Surface	3 000 ha	8 000 ha	27,8 %
Production (coton graine)	2 750 T.	9 200 T.	35,2 %

La valeur de la journée de travail doit passer d'environ 43 pesos/jour à 90 pesos/jour soit une progression de l'ordre de 210 % en cinq ans.

Compte tenu de ce que ce projet de développement intégré est déjà en cours de réalisation, de ce qu'il est le plus important pour la région et même le pays (dans la mesure où il implique l'ensemble de la population du milieu rural) et que les autres projets (élevage, forêt, rio lombal) paraissent encore assez loin d'être opérationnels, ce taux de croissance du revenu en milieu rural semble pouvoir être retenu comme hypothèse plausible de travail pour les calculs du rapport coût-efficacité du programme de lutte contre l'onchocercose.

3.3. Coût de l'endémie onchocercarienne en perte de main-d'oeuvre pour la Guinée Bissau

3. Dans les conditions actuelles, la perte annuelle en main-d'oeuvre (1) due à l'onchocercose correspond, comme le montre le tableau ci-dessous à environ :

(1) Pour cette estimation nous n'avons pris en compte que la population active. Cf. Annexe 4 du rapport de synthèse.

	Cécité totale	Incapacité Débilité	Nuisance	TOTAL
Population concernée	1 400	30 000	132 000	
Perte de journées de travail	167 000	170 000	85 000	422 000

Soit 18 000 000 de pesos (1) ou au taux officiel de change l'équivalent de 120 millions F CFA ou 500 000 dollars US.

4. Si le projet de développement intégré de la zone II se déroule comme il est prévu et que les revenus de la zone augmentent selon les pronostics du projet, la rémunération par journée de travail doit passer en l'espace de quatre années, c'est-à-dire de 1981 à 1985, de 43 pesos à 90 pesos. Si le programme de lutte contre l'onchocercose n'entre pas en application d'ici 1985, la perte en main-d'oeuvre due à l'onchocercose sera pour cette année-là sensiblement plus du double de ce qu'elle sera pour 1980-81 : elle sera de l'ordre de 1 200 000 dollars. Si l'on compte que le financement extérieur de l'opération est de l'ordre de 4 millions de dollars par an, la perte en main-d'oeuvre due à l'onchocercose représente une proportion assez considérable de ce financement : près de 30 %. Mais seule une analyse de type coûts-bénéfices prenant en considération les coûts et effets sur la main-d'oeuvre peut permettre de se faire une idée précise de la rentabilité d'une campagne de lutte contre l'onchocercose.

3.4. Les autres maladies transmissibles

5. Dans les statistiques de 1979 (tableau 1) le paludisme est de loin la plus grande cause de morbidité avec plus de 160 000 cas diagnostiqués dans les hôpitaux pour une population de 753 000 habitants. En 1978 le chiffre fourni à l'OMS était de 153 000 cas. Cette affection entraînerait une mortalité de plus de 19 % (Rapport intérimaire du Projet, source non précisée). Malheureusement aucune information sur la répartition des cas par classe d'âge n'a pu être obtenue pas plus que sur le niveau d'endémicité. Les vecteurs majeurs du paludisme *A. gambiae* et *A. funestus* sont présents sur toute l'étendue du pays ; *A. melas* est limité au littoral hors de la zone du Projet.

(1) La rémunération par journée de travail a été estimée à 43 pesos.

6. Seule la bilharziose urinaire est endémique en Guinée Bissau. Les données déjà anciennes fournies par Pinto (1955)^{***} et Gillett (1956)^{*} font état d'une prévalence de 18 % dans le bassin du Rio Corubal et d'une endémicité élevée dans la région de Sonaco dans la zone du Projet. Toutefois, Gillett concluait que la bilharziose n'était pas un problème de santé publique. L'hôte intermédiaire est *Bulinus globosus* ; l'autre espèce de bulin, *B. senegalensis*, n'a pas été trouvée infectée. Et il faut noter la présence de *Biomphalaria pfeifferi* hôte de *S. mansoni* bien que ce parasite n'existe pas en Guinée Bissau ; mais la seule présence de ce mollusque constitue une menace sérieuse. L'aire de répartition de *G. palpalis*, le vecteur de la trypanosomiase humaine recouvre tout le pays. Le nombre de cas de maladies du sommeil recensés chaque année est très variable : 46 en 1973 ; 11 en 1974 ; 24 en 1978 ; 4 en 1979.

7. Parmi les autres maladies les affections gastro-intestinales tiennent une place importante avec près de 19 000 cas en 1979. Par contre aucun cas de dracunculose n'est signalé en 1979 alors que cette parasitose était autrefois considérée comme importante (Cruz Ferreira et R. Lopes, 1948)^{****}. Les statistiques ne font pas état de la filariose de Bancroft dont la prévalence était autrefois très élevée (Bregues 1975)^{*****}. Des enquêtes approfondies devraient être exécutées dans tous les projets de développement pour identifier et évaluer les problèmes de santé publique avant de déterminer les mesures à prendre aussi bien pour renforcer les infrastructures que pour établir un système de surveillance vis-à-vis de la trypanosomiase et des bilharzioses. La proximité du foyer selvatique de fièvre jaune exige une vaccination antiamarile de la population; or celle-ci n'apparaît pas dans le récapitulatif des vaccinations exécutées en 1978.

* Gillett - 1956. Doc. ronéot. OMS, WHO/Bil. Conf./44.

** Pinto - 1955. An. Inst. Med. Trop. (Lishoa), 12, 653-58.

*** Cruz Ferreira et Rodrigues Lopes, 1948, An. Inst. Med. Trop. (Lishoa), 5, 71-86.

**** Bregues J., 1975, La filariose de Bancroft en Afrique de l'Ouest, Mémoire ORSTOM, Paris, 299 pp.

Incidence des maladies transmissibles en Guinée Bissau en 1979 d'après les statistiques des centres de santé

	Bafata **	Gabu **	Bissau	Bolama	Bùba	Cacheù	Oio	Tombali	Total
Population	117 200	105 500	167 200	25 000	35 360	134 100	137 500	54 500	753 850
Paludisme C D	15 489 75	23 515 24	39 700 180	18 012 23	10 500 0	22 458 26	25 348 11	5 556 0	160 538
Trypanosomiasés dépistées			4						4
Lèpre	376 cas au total dépistés dans les hôpitaux								376
Amibiase	326 cas au total								326
Rougeole	3 748 cas au total								3 746

** Districts d'endémie onchocerquienne.

3.5. Les populations face aux maladies transmissibles

8. Quatre points ont retenu notre attention : les connaissances des populations villageoises à l'égard de l'onchocercose et des autres maladies transmissibles, la place de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles dans le traitement de ces maladies, les actions envisagées à l'échelle des communautés villageoises, l'éducation sanitaire comme soutien indispensable à la promotion de la santé et aux opérations de développement économique.

Les connaissances des populations villageoises

9. En Guinée-Bissau, les zones les plus atteintes par l'onchocercose sont les régions administratives de Bafata et de Gabu. Elles sont peuplées de Peul et de Manding, qui se livrent à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche le long des rivières. L'onchocercose est désignée par le terme général de *mara* en malinké. En langue peul, il semblerait que le même mot désigne la parasitose et le vecteur : *yamsérin*. Les habitants des villages ont établi une liaison indirecte entre la piqûre de la simulie et la cécité. Ils expliquent, comme en Guinée, que si l'on se frotte les yeux après avoir été piqué par une simulie avec le sang qu'elle contient, on devient aveugle. Il s'agit d'une rationalisation qui témoigne d'une méconnaissance du mécanisme précis de la transmission. Cependant, cette interprétation joue un grand rôle, car elle sert de mise en garde contre les piqûres des simulies. Les cultivateurs savent très bien quelles sont les heures et les saisons pendant lesquelles les piqûres sont les plus fréquentes. Malheureusement, il semble que cette connaissance ne se traduit pas par une modification des horaires ni du calendrier des travaux agricoles. Une action d'éducation sanitaire pourrait peut-être partir d'une telle base pour chercher à modifier les habitudes. Dans l'ensemble, l'attitude de la population est celle d'une acceptation face à l'onchocercose. La méconnaissance des mécanismes précis de transmission frappe tout autant les autres maladies transmissibles : bilharziose, paludisme, parasitoses intestinales, maladies vénériennes,...

Médecine et pharmacopée traditionnelle

10. Aucun remède traditionnel ne nous a été signalé contre l'onchocercose, ni à titre préventif, ni à titre curatif. Les paysans s'enduisent parfois de gas-oil pour éloigner les simulies lorsqu'ils travaillent aux champs. Dans le secteur de Madina do Boé, a été recensée une importante pharmacopée traditionnelle contre les autres maladies transmissibles. Une soixantaine de plantes médicinales permettraient de combattre de nombreux maux (vers intestinaux tels que les ankylostomes, etc...). Ces indications montrent surtout que les connaissances sont faibles à l'égard de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles. Des recherches devraient être préconisées dans cette direction. Le Commissariat d'Etat à la Santé et aux Affaires Sociales et le Centre de Santé de Lugajol devraient être incités à poursuivre les travaux entamés dans ce domaine.

Actions à entreprendre à l'échelle villageoise

11. Toutes les actions à entreprendre à l'échelle des villages contre l'onchocercose devront être déterminées en plein accord avec l'organisme chargé des opérations de lutte. La participation des populations villageoises doit être évaluée en termes épidémiologiques et entomologiques. Pour les autres maladies transmissibles, le "projet de développement communautaire" entrepris dans le secteur de Madina do Boé se révèle être une expérience intéressante, d'autant plus qu'il a débuté par une action sanitaire. L'optique est la suivante : toute l'installation du projet est prise en charge par la population paysanne, qui assure la construction des bâtiments, la fourniture des tables, des lits, etc... Les médicaments restent le seul produit importé. Un laboratoire est équipé d'un appareillage léger et peu onéreux. Il s'agit d'une solution économique, adaptée à la conjoncture actuelle. Dans le même sens, l'OMS a édité des "tables de symptômes et de diagnostic" (1) qui peuvent être facilement utilisées par des infirmiers de village. L'expérience de Madina do Boé pourrait être étendue à l'ensemble du pays. Elle contribuerait à l'éducation sanitaire des populations, appui indispensable à la lutte contre les maladies transmissibles.

Un soutien indispensable : l'éducation sanitaire

12. L'éducation sanitaire consiste à expliquer aux populations locales les causes, les conséquences et les moyens de lutte contre les maladies transmissibles pour qu'elles soient amenées à prendre d'elles-mêmes des mesures

(1) "Tabelas de sintomas e diagnostico". Genève, OMS, 1979, 60 p. multigr.

de prévention. Pour l'onchocercose, ces mesures pourraient être : une réorganisation du calendrier des travaux agricoles, un regroupement de l'habitat, le passage à une culture intensive, le nettoyage des gîtes larvaires accessibles, etc... Pour la bilharziose, la contribution de la population est indispensable pour éliminer le vecteur. Pour le paludisme, les habitants des villages doivent assurer eux-mêmes les soins préventifs et curatifs. L'éducation sanitaire est la base de l'expérience de "développement communautaire" tentée dans le secteur de Madina do Boé. Ainsi, ont été formés des auxiliaires de laboratoire qui accomplissent de multiples tâches : analyses pour établir un diagnostic, enquêtes sur la population, formation des agents de santé de base et de matrones, surveillance des pharmacies de village, ... Entre autres, l'utilisation d'un microscope pour faire découvrir les filaires se révèle d'une grande portée pédagogique. Sur le plan des modalités pratiques, il est utile de ne pas dissocier la lutte contre l'onchocercose de celle menée contre les autres maladies transmissibles. Par exemple, pour les analyses de dépistage, une goutte épaisse pourrait être prélevée en même temps qu'une biopsie, ce qui limiterait les déplacements vers les dispensaires et hôpitaux, comme le soulignent certains responsables de Guinée-Bissau.

ANNEXES

A N N E X E 1

COMPTES NATIONAUX DE LA GUINEE BISSAU : REPARTITION DU PRODUIT INTERIEUR
BRUT AUX PRIX DE MARCHÉ PAR CATEGORIE D'ACTIVITES ECONOMIQUES
POUR L'ANNEE 1977

Catégorie d'activités économiques	Valeur ajoutée brute du secteur monétaire	Valeur ajoutée brute du secteur de subsistance	TOTAL 2 + 3
1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche	30 100,0	1 662 000,0	1 692 100,0
2. Industries de transformation	400 130,2	415 500,0	815 630,2
2.1. Industries alimentaires	195 003,8	415 500,0	610 503,8
2.2. Boissons	140 440,3	-	140 440,3
2.3. Textiles	11 875,3	-	11 875,3
2.4. Bois	179,1	-	179,1
2.5. Articles mobiliers	22 923,8	-	22 923,8
2.6. Imprimerie	5 947,4	-	5 947,4
2.7. Produits métalliques	1 824,0	-	1 824,0
2.8. Autres produits	9 936,5	-	9 936,5
2.9. Matériel de transport	12 000,0	-	12 000,0
3. Electricité, Gaz et Eau	27 588,8	-	27 588,8
4. Construction et T.P.	55 993,6	380 300,0	436 293,6
5. Habitat	72 399,0	124 000,0	196 399,0
6. Commerce	574 928,2	-	574 928,2
7. Transport et Communication	103 462,3	-	103 462,3
8. Hôtellerie	39 944,6	-	39 944,6
9. Banques, Assurances	64 138,7	-	64 138,7
10. Administration	681 062,0	-	681 062,0
11. Autres Services	5 465,5	-	5 465,5
12. PIB aux prix de marché	2 055 212,9	2 581 800,0	4 637 012,9
13. Impôts indirects - subventions	295 596,7	-	295 596,7
14. PIB au coût de facteurs	1 759 616,2	2 581 800,0	4 341 416,2

ANNEXE 2

NOMBRE D'EMPLOYES SELON LA NATURE DES ENTREPRISES

Branche d'activité	Privé	Mixte	Etat	Total	Total %
Secteur Primaire : Agriculture, Pêche, Forêt	851	168	648	1 667	6,8
Secteur Secondaire	979	305	549	1 833	7,6
Secteur Tertiaire : Commerce, Services, Banque etc.	2 049	552	18 258	20 859	85,6
TOTAL GENERAL	3 879	1 025	19 455	24 359	100 %

Source : Anuario Estatístico 1977. CECEP. Direcção Geral de Estatística.

ANNEXE 3

APTITUDE DES SOLS

La Guinée Bissau est caractérisée par des conditions de relief peu différenciées d'un vaste glacis-plateau. Les seuls reliefs notables sont localisés à l'extrême sud-est du pays (région de Boé).

Les régions de Bafata et Gabu présentent trois types d'ensembles géomorphologiques :

- des plateaux légèrement ondulés, à pentes faibles et à réseau hydrographique peu dense, dominant dans la région du rio Geba,
- des plateaux fortement cuirassés, qui s'étendent au confluent du Geba et du Corubal, profondément entaillés par un réseau hydrographique dense isolant des surfaces tabulaires raccordées aux vallées par des versants abrupts et des glacis de démantèlement de cuirasses. Seule la région de Gabu-Pitche est peu atteinte par l'érosion régressive,
- le sud du Corubal concentre les seuls zones de reliefs, constituées par une succession de collines cuirassées. Plusieurs niveaux de cuirasses y sont développés.

La végétation naturelle est constituée principalement de forêts claires et de savanes boisées dans toute la moitié sud-est et dans l'extrême nord-est, et de forêts sèches et demi-sèches plus ou moins denses dans toute la partie ouest et nord. Ce schéma est nuancé par l'existence de formations végétales édaphiques, représentées notamment dans toute cette région par les galeries forestières des vallées. Les formations végétales secondaires occupent les zones anciennement cultivées (région de Bafata en particulier) et l'influence des feux de brousse a profondément modifié la végétation initiale. Il faut également noter l'extension des palmeraies dont le développement a été favorisé par l'homme aux dépens des forêts demi-sèches et des forêts galeries.

APTITUDE AGRICOLE DES SOLS (Carte 2) - Régions de Bafata et de Gabu

- Unité 1 : Regroupe des sols peu profonds sur plateaux et versants, à cuirasse ferrugineuse, affleurements rocheux et colluvions de cuirasses. Très dominants dans la moitié sud, ils représentent globalement 41 % de la surface totale des régions Bafata-Gabu, et constituent une zone à aptitude sylvo-pastorale extensive. On y rencontre localement des sols de l'unité 2, et, au sud du Corubal, de nombreuses vallées étroites à sols profonds hydromorphes (unité 4).
- Unité 2 : Dominance de sols ferrugineux tropicaux lessivés à profondeur irrégulière beiges et gris sur plateaux et terrasses à gravillons et cuirasses ferrugineuses. Ces sols, localement aptes aux cultures d'arachide, de coton et de céréales, présentent globalement une aptitude agricole marginale due à de fortes contraintes de sols et d'érosion :
- + sols à aptitude agricole limitée par de fortes contraintes de profondeur, cultivables seulement sur quelques îlots dispersés (20 à 50 % de terres cultivables)
 - + sols à aptitude agricole limitée par de fortes contraintes de profondeur et d'érosion, et qui ne sont cultivables que sur les colluvions de bas de pente. Ces sols représentent 338 900 ha, soit 23 % de la surface totale.
- Unité 3 : Constituée principalement de sols ferrallitiques profonds, rouges, beiges et jaunes sur plateaux et terrasses, généralement bien drainés, ou sur versants à faible pente (1 à 2 %). Association fréquente avec les sols de l'unité 2. Ont été inclus dans la même unité des sols profonds présents dans toute la partie située au nord du rio Geba, ainsi qu'au sud de Paunca, sur les versants des plateaux entaillés par les axes alluviaux (ces sols représentent 16 % de l'unité 3).
- Ces sols présentent, malgré une fertilité faible à moyenne, de bonnes aptitudes pour les principales cultures pluviales : arachide, cotonnier, maïs, sorgho, mil, tabac, haricot, manioc. La principale culture arborée susceptible d'y réussir avec des rendements satisfaisants est l'anacardier. Outre la canne à sucre, la plupart des cultures tropicales peuvent être envisagées sur ces sols lorsque des possibilités d'irrigation existent : cultures fruitières, maraîchères, fourragères. Les sols profonds de versants, fréquemment cultivés au même titre que les sols

profonds de plateaux, présentent néanmoins des risques d'érosion très élevés. Il semble nécessaire d'en envisager une utilisation agricole prudente : taux de défrichement réduit en haut de pente, cultures en courbes de niveau sur la pente, et diversification des cultures en bas de pente, à la limite des sols hydromorphes de vallées.

L'unité 3 s'étend sur 391 900 ha, soit 26,3 % de la surface totale.

Unité 4 : Il s'agit de sols profonds gris, hydromorphes, des vallées étroites, localement inondables, et à nappe phréatique à profondeur variable. La plupart semblent aptes à la riziculture de saison des pluies et au pâturage de saison sèche. Localement aptes à l'arboriculture fruitière, et avec irrigation à la canne à sucre, au bananier, au maraîchage. Cette unité s'étend sur 70 800 ha, soit 4,7 % de la superficie totale. La caractéristique dominante de ces sols est la grande variabilité des aptitudes culturales dont la détermination relève de l'étude et de l'examen de chaque cas particulier. Tout projet d'aménagement doit être précédé d'une cartographie de détail de l'utilisation actuelle des sols et des zones écologiques définies par les caractéristiques pédologiques, le régime de l'eau et les aptitudes culturales qui en résultent. Ce travail doit nécessairement être entrepris à l'échelle du bassin versant.

Deux types de mise en valeur peuvent y être envisagés :

- une amélioration de la situation existante sans changement important de l'utilisation actuelle des sols : amélioration et développement de la riziculture pluviale et développement de l'arboriculture fruitière sur les sites favorables,
- conversion totale de la vallée impliquant une restructuration foncière et la disparition de certaines productions au bénéfice d'une monoculture de type "canne à sucre".

Unité 5 : Sols gris et jaunes sur alluvions récentes avec risque d'inondation rapide (rio Corubal, rio Geba) et des dépressions irrégulièrement inondées en saison des pluies. Ces sols présentent une aptitude essentiellement rizicole, sous réserve d'aménagements de protection contre les crues et parfois de contrôle de l'acidité des sols. Localement pourraient être installées des cultures irriguées de saison sèche. Les problèmes de mise en valeur sont très variables d'une vallée à l'autre et même à l'intérieur d'une même vallée. C'est la faiblesse des ressources en eau d'irrigation qui limite les possibilités de cultures de saison sèche.

- . Vallée du Geba : avec un minimum d'endiguement, des surfaces importantes pourraient être récupérées pour la riziculture de saison des pluies (riz pluvial), alors qu'en culture irriguée les disponibilités en eau durant la saison sèche ne permettraient de mettre en valeur que quelques centaines d'hectares.
- . Vallée du Corubal : le micro-relief très accentué, l'ampleur et la brutalité des crues font que les cultures pluviales sont difficilement praticables sur la majeure partie de la superficie des alluvions. Seules les cultures irriguées de saison sèche y sont envisageables, et les ressources en eau devraient permettre l'irrigation de 1 000 à 1 500 ha.

L'unité 5 regroupe 63 600 ha, soit 4,5 % du total.

Unité 6 : N'est présente qu'au confluent des rios Geba et Corubal (région de Bambadinca). Constituée de sols profonds gris et jaunes, localement salés ou acidifiés, en bordure ou sur les sols de mangroves (sols sulfatés acides). L'aptitude agricole est exclusivement rizicole, et la mise en valeur nécessite l'entretien de réseaux de digues et la lutte contre l'acidification des sols. Ces sols sont d'ailleurs en grande partie déjà défrichés et mis en culture. Ils ne représentent que moins de 0,5 % de la surface des régions Bafata-Gabu, soit 5 000 ha environ.

OCCUPATION DES SOLS (Carte 3)

La grande zone de cultures sèches (1) concerne la moitié des régions de Bafata et de Gabu. Schématiquement représentée sur la carte, elle correspond à une association complexe où dominent les cultures pluviales (arachide, maïs, sorgho, mil, cotonnier, ...) et les jachères. Les défrichements en cours sont importants à la périphérie de tous les îlots forestiers. L'ensemble des cultures, des jachères et des zones en cours de mise en culture représenterait 125 200 ha, soit 8,4 % de la surface totale. On constate une correspondance étroite entre cette localisation régionale des cultures sèches et celle des sols à bonne aptitude agricole de l'unité 3. Il s'agit en outre du noyau de peuplement le plus dense.

Les dépressions de forêts galeries qui entaillent cette zone juxtaposent localement à ces cultures sèches des palmeraies, des rizières plus ou moins dispersées, des cultures maraîchères et des plantations de manguiers.

Ces dépressions des forêts galeries (2), présentes également hors de cette zone de cultures sèches, sont localisées au fond des vallées étroites ou en tête de vallée. A noter que, bien qu'existant au sud de la région de Gabu (Corubal), ces dépressions y constituent de véritables forêts galeries très peu modifiées par l'homme à des fins de production agricole. Les rizières (3), localisées essentiellement sur le rio Geba et dans de nombreuses dépressions étroites sont souvent mélangées aux palmiers et plus ou moins dispersées. La riziculture est essentiellement pluviale, installée sur des sols bénéficiant d'une nappe phréatique à faible profondeur, d'août à octobre. Dans ces conditions, les rendements en riz, très variables, sont avant tout sensibles aux fluctuations de cette nappe qui obéit aux conditions pluviométriques et aux contraintes de topographie et de texture des sols. Le maraîchage y est également pratiqué, mais très localement. A souligner qu'une fois terminée la récolte du riz, ces rizières concentrent une grande partie des ressources pastorales disponibles pendant une période allant du mois de décembre aux premières pluies du mois de juin.

Une part importante de cette région est inexploitée à des fins agricoles. Il s'agit essentiellement de toute la moitié sud et du nord-est, où dominent des forêts claires plus ou moins dégradées et des savanes arborées. L'influence du sol est prépondérante en raison de l'extension des affleurements de cuirasses et des sols peu profonds. D'autre part, dans la moitié nord demeurent des îlots de forêts sèches et demi-sèches plus ou moins denses, d'ailleurs en voie de défrichement accéléré de part et d'autre des pistes principales.

POSSIBILITES D'EXTENSION DES CULTURES

Si l'on met en regard la surface globale des cultures sèches et des jachères (125 000 ha) avec celle des sols à aptitude agricole satisfaisante (plus de 400 000 ha), on peut conclure à d'importantes possibilités d'accroissement des superficies cultivées. Il en est de même pour la riziculture en bas-fonds, puisque l'ensemble des rizières représenterait environ 30 000 ha (un tiers environ de cette surface n'étant d'ailleurs pas cultivée) alors que les sols aptes à la riziculture couvriraient environ 70 000 ha.

Il n'en demeure pas moins que certaines de ces capacités d'accroissement sont assez théoriques. En effet, l'extension des cultures pluviales ne peut se faire qu'aux dépens des zones forestières, qu'il serait peut-être dangereux de supprimer. D'autre part, en matière d'aménagement des bas-fonds, se pose en outre le problème des difficultés dans tout le sud de la région d'associer des cultures pluviales à la riziculture, et donc celui de mettre en place des systèmes de production acceptables. Il s'agit le plus souvent de possibilités extrêmement localisées, nécessitant des études très fines à l'échelle de chaque vallée et de chaque bassin versant. Il reste que globalement le potentiel d'augmentation de la production de riz par l'aménagement et la mise en culture de ces dépressions et petites vallées est sans aucun doute considérable. Il semble enfin que dans toute la moitié sud de cette région (Bafata-Gabu), des possibilités importantes de développement de l'élevage existent et des études pourraient être entreprises pour envisager l'association d'activités pastorales et de mise en valeur des bas-fonds.

Source utilisée : République Da Guinée-Bissau

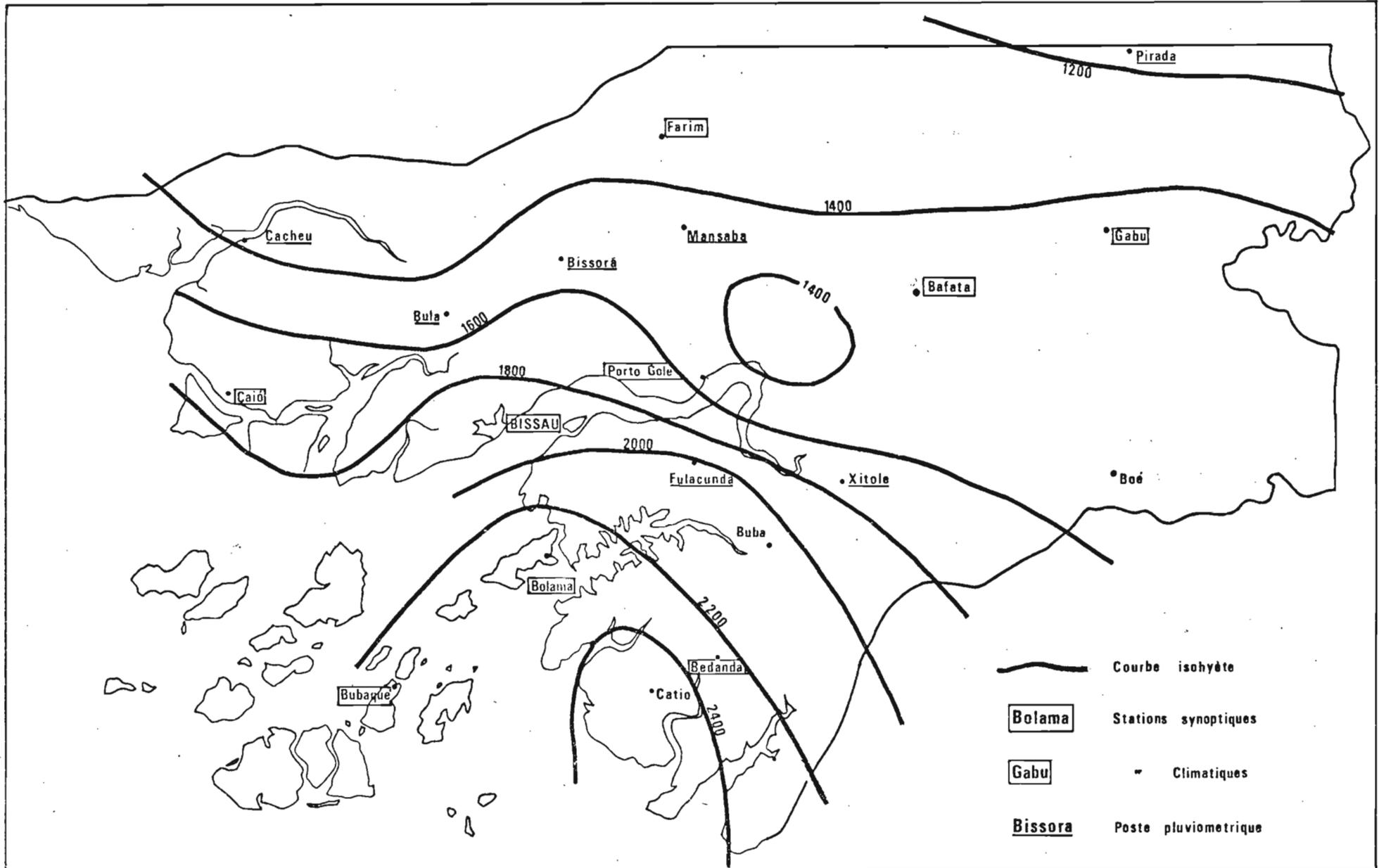
Potentialités agricoles, forestières et pastorales.
3 vol., SCET International, 1978.

CARTES

GUINEE BISSAU Carte pluviométrique

Isohyètes moyennes

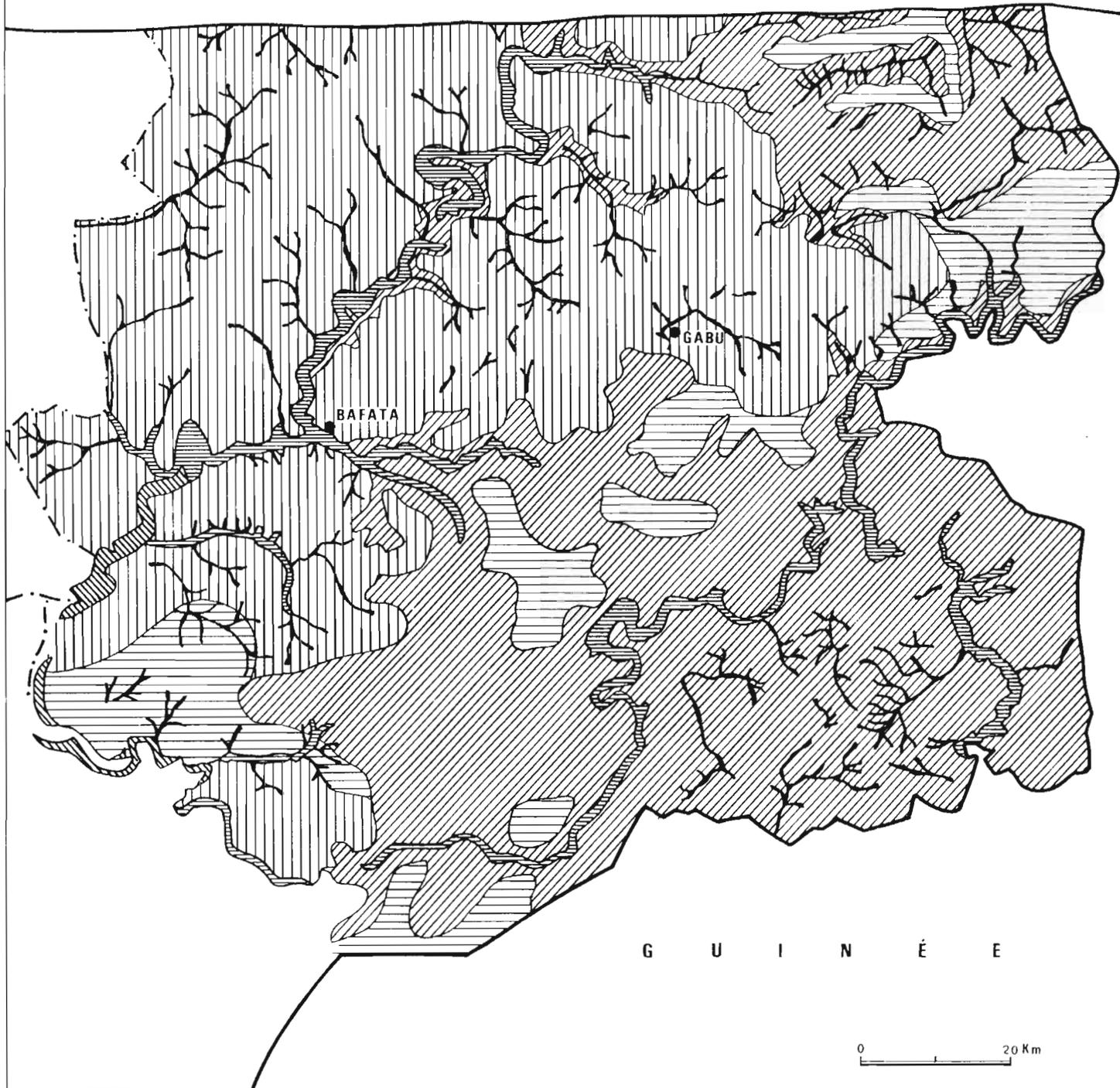
Période 1948 - 1977 (30 ans)



GUINÉE BISSAU

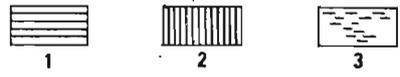
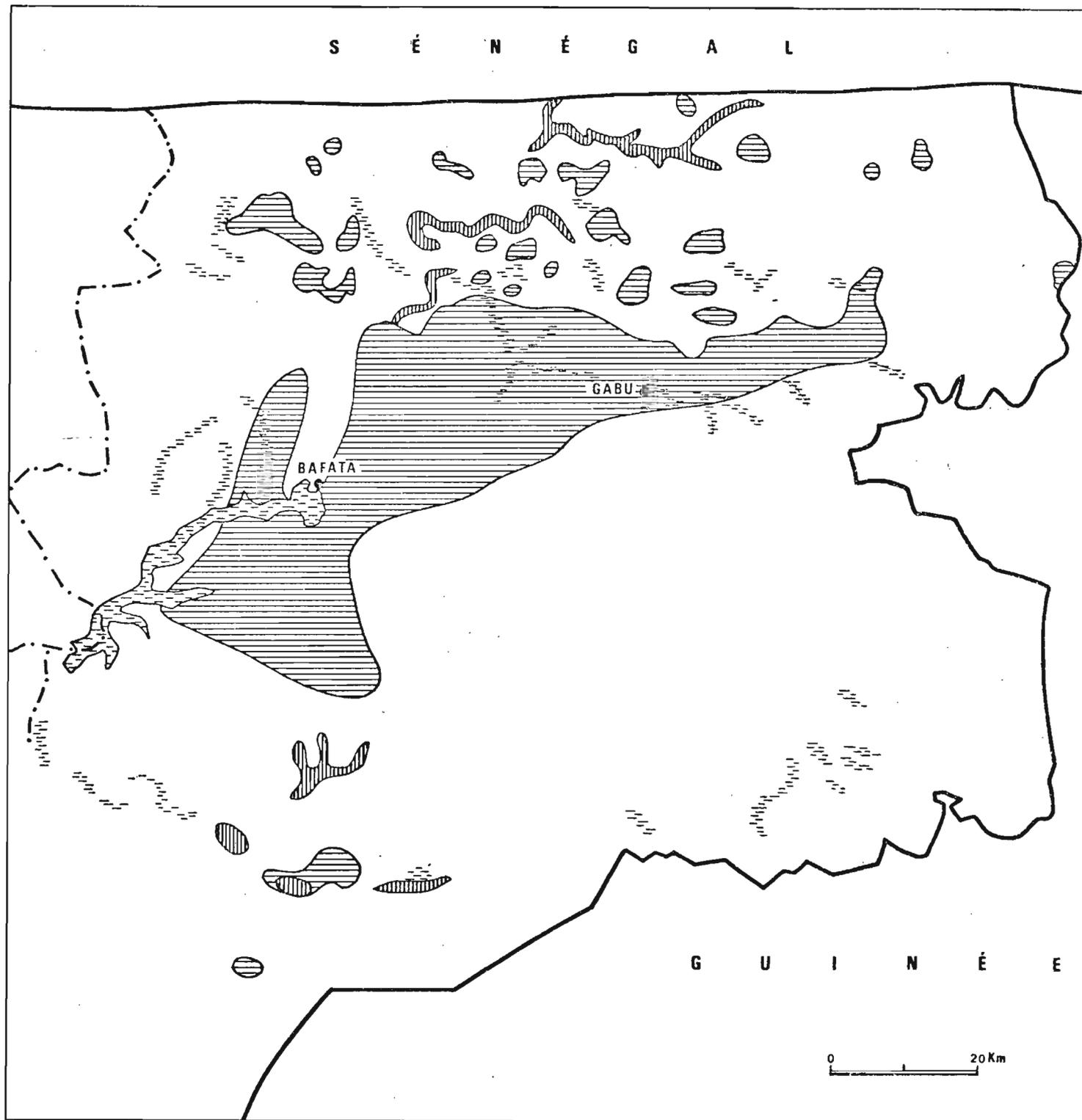
APTITUDE DES SOLS

S É N É G A L



GUINEE BISSAU OCCUPATION AGRICOLE ACTUELLE

S É N É G A L

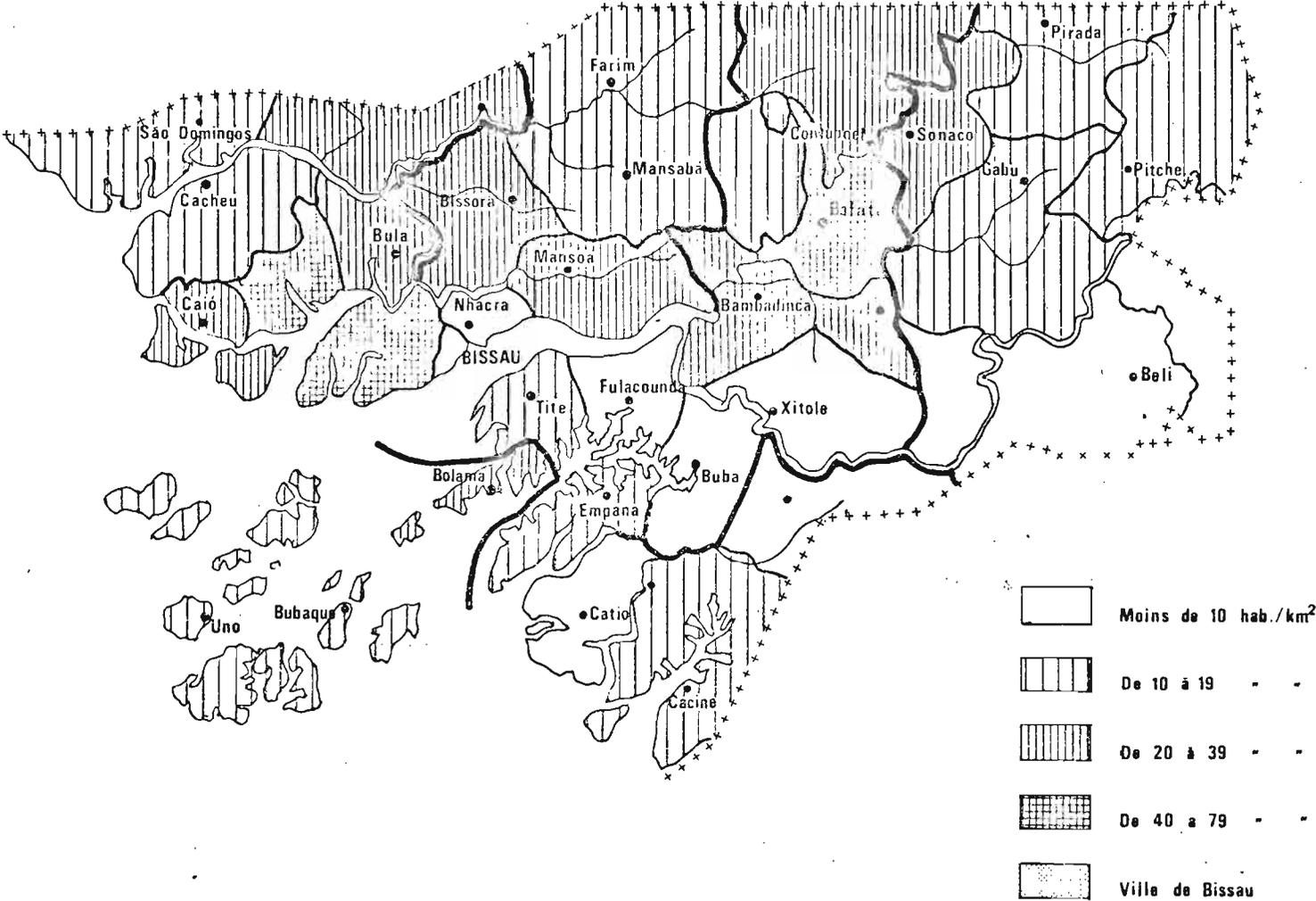


1

2

3

CARTE DE DENSITE DE LA POPULATION DE LA GUINEE-BISSAU



LES HUIT REGIONS DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE - BISSAU

